



Arrêt de la réforme du bac pro 3 ans M. Darcos doit répondre à cette demande !

M. Darcos, malgré toutes les démarches de nos organisations syndicales, qui ont mis en évidence les conséquences extrêmement néfastes de la généralisation du baccalauréat professionnel en 3 ans, à la rentrée 2009 a jusqu'à présent choisi le mutisme.

Pourtant la réalité est là :

- Dans des lycées, certaines filières sont menacées de disparition et de nombreux établissements subissent d'importantes suppressions de postes. Ce ne serait d'ailleurs qu'un début : les rectorats travaillent déjà sur les suppressions pour les rentrées 2010 et 2011.
- Avec la fermeture des sections de BEP (2 ans) suivies de 2 ans de bac pro, les élèves perdent une année de formation.
- Les nouvelles grilles horaires, rejetées par le Conseil Supérieur de l'Éducation, ne sont plus hebdomadaires et vont conduire à des disparités entre les établissements.
- Les effectifs dans les classes de bac pro 3 ans, seront dans de nombreux cas, en hausse par rapport aux classes de BEP.

La preuve est faite que cette réforme n'a aucune justification pédagogique mais qu'elle vise à supprimer des postes.

En ce moment même les familles, dont les enfants sont en troisième, commencent à rédiger leurs vœux pour la rentrée 2009 dans la plus grande incertitude et la plus grande confusion.

Comment choisir entre un CAP et un bac pro 3 ans ?

L'Association des Régions de France, dans un communiqué du 23 mars, proteste contre les conditions d'examen de la rénovation de la voie professionnelle et « **exige que l'ensemble des réformes des lycées fasse l'objet d'un moratoire** ». Nos organisations syndicales ont sollicité la présidence de l'ARF pour rencontrer les élus des Régions de France et leur faire connaître nos revendications.

Les organisations de lycéens et de parents d'élèves se sont exprimées sur cette réforme. Elles ont pu exprimer leur désaccord, par exemple lors du Conseil supérieur de l'Éducation. Nos organisations syndicales proposent une rencontre pour faire le point de la situation dans l'enseignement professionnel.

La CGT Educ'action, le SNUEP-FSU, le SNEP-FSU, Sud Education, SN-FO-LC, la FAEN proposent aux personnels de se réunir dans les établissements avec leurs organisations syndicales pour continuer à défendre tous les postes, et à exiger du ministre l'arrêt de la généralisation du baccalauréat en 3 ans.

Paris, le 6 avril 2009